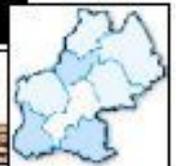


Vous vivez le service minimum



Secteur Fédéral des Cheminots Midi-Pyrénées



USAGERS de Midi-Pyrénées,

Vous vivez le service minimum

Depuis plusieurs semaines vos conditions de transport sont déplorables.

La CGT et les cheminots condamnent cette situation car elle est le résultat de la politique mise en œuvre par la direction SNCF. **Les orientations appliquées dans notre entreprise découlent de directives gouvernementales et européennes. Elles affaiblissent les services publics en les privant de moyens financiers, humains et matériels.**

Les réductions d'impôts profitent aux ménages les plus riches, mais elles ont le grand inconvénient de priver l'état des capacités à financer la cohésion sociale. Les services publics en sont un des maillons essentiels.

Direction et gouvernement ont décidé depuis 2 ans d'orienter le fonctionnement de la SNCF vers la rentabilité financière à tout prix. Nous savons tous, que cela s'accommode mal avec le service public qui a pour but d'apporter des réponses aux besoins de transport.

Une telle démarche est dangereuse car elle enlève toute souplesse dans l'organisation. Une entreprise comme la SNCF en a grandement besoin, encore plus aujourd'hui, au vu de la densité des circulations.

Des cheminots et du matériel en réserve, pour palier aux défaillances, ce concept n'entre pas dans la logique de la direction qui cherche une rentabilité immédiate et maximale de chaque élément qui compose l'entreprise.

Ce handicap délibérément décidé s'additionne à celui des lignes de la région qui ont une conception ayant peu évolué depuis leur création. Imaginons que nous

ayons le même réseau routier qu'il y a 50, 60 voire 80 ans !

66 % des lignes sont à voie unique sur Midi-Pyrénées et le nombre de point de croisement permettant plus de souplesse aux circulations de trains a été délibérément diminué (fermetures de gares) en quelques années pour supprimer des emplois.

La gare de Toulouse souffre de saturation à certains moments ; le projet de création d'un 6^{ème} quai est enrayé par une direction qui est orientée sur d'autres logiques.

Pour palier à cette organisation déficiente la direction a intégré dans son mode de gestion la suppression de trains. C'est impensable car c'est vous, usagers contribuables qui en subissez les conséquences ; ça l'est moins encore lorsqu'on se remémore que cette éventualité était inconcevable il y a quelques années.

Mesurons l'ampleur :

· **2004 g 1419 trains TER ont été supprimés**

· **2005 g 239 en janvier**

184 du 1^{er} au 21 février

et après?

... /...

Des dirigeants de la SNCF mettent les perturbations sur le dos des conflits sociaux. Il y a eu un jour de grève nationale le **19 janvier 2005** afin d'exiger d'autres orientations pour la SNCF et le conflit chez les contrôleurs **du 26 au 29 janvier inclus**, suite à une agression.

Concernant le matériel, les problèmes ne se résument pas seulement à une défaillance passagère de certains autorails. **En effet, la politique de la SNCF, dans ce domaine aussi, est orientée depuis plus de dix ans dans une logique que nous ne partageons pas.**

Pour preuve les chiffres sont éloquents :

En 1992, la SNCF comptait 6428 voitures voyageurs.

En 2003, il en restait 3440 (soit 2988 voitures à la casse)

Cela représente 180 000 places en moins pour répondre à des besoins de transport en augmentation constante.

Cette manœuvre pernicieuse lui permet de transférer ses responsabilités vers les

conseils régionaux.

De plus, la SNCF a investi sur trois séries d'engins moteurs incompatibles entre elles, ce qui enlève toute souplesse en cas d'affluence ou d'incident.

En privilégiant le tout automoteur le coût d'investissement pour la collectivité territoriale est plus élevé. Ce choix, fait consciemment par la SNCF dans le but de supprimer les agents de manœuvre dans les gares, ôte toute capacité de réactivité et de souplesse face aux affluences et aux incidents et ne répond pas à la diversité des dessertes régionales.

Les investissements importants du conseil régional n'ont pas pour vocation à pallier aux responsabilités de la SNCF.

Cette situation au delà des choix politiques de la SNCF est révélatrice de l'état d'esprit de nos dirigeants qui n'ont jamais cru au plan régional de transport.

La SNCF conformément à la loi SRU, est le partenaire unique de la régionalisation et nous n'acceptons pas que notre direction discrédite le service public car cela ouvrirait la porte à une mise en concurrence du TER.

Usagers et cheminots en subiraient les conséquences.

Aujourd'hui la direction régionale SNCF, au point de rupture, remplace unilatéralement vos trains par des bus. C'est inacceptable !

Ceux qui prônent le service minimum n'ont pas eu besoin de loi pour l'instaurer, ils vous l'imposent tous les jours.

AVEC LA CGT POUR UN VERITABLE SERVICE PUBLIC

ENSEMBLE, USAGERS ET CHEMINOTS, EXIGEONS

UN SERVICE PUBLIC SNCF MAXIMUM

Toulouse le 28 février 2005

Ce tract est entièrement financé par les syndiqués CGT